



Inflation galopante, salaires à l'arrêt

Pour des augmentations des salaires, il est temps de passer à l'action !

**Ce matin, RDV à 10h (1h de grève)
devant le CTL (entrée principale)**

Faisons entendre notre ras-le-bol et exigeons de nos directions (Renault et entreprises sous-traitantes) des augmentations pour compenser la hausse du coût de la vie !

Appel à débrayage au Mans, à Cléon, Sandouville, Flins, Villeroy, Dieppe, Sofrastock, ACI-Meyzieu, ...

Pourquoi nous mobiliser dès aujourd'hui pour réclamer des augmentations de salaires :

1 **Parce que les chèques « énergie », « carburant », etc. du gouvernement, c'est nous donner de l'argent d'une main pour nous le reprendre, dans quelques temps, d'une autre (impôts, protection sociale, etc.) !**

Obtenir de véritables augmentations de salaires, c'est prendre sur les milliards de profits qui alimentent les caisses des plus riches (record de dividendes votés aux AG des actionnaires 21 pour les entreprises du CAC40 : 58 milliards € !). C'est la seule façon, pour nous salariés, d'être réellement gagnants.

2 **Parce que, de l'argent, il y en a ! Et aussi chez Renault...**

La direction générale s'est targuée d'être en avance de 3 ans sur ses objectifs financiers : marge opérationnelle de 4.7% au premier semestre 2022, remboursement anticipé de la dette (1 milliard € prévu au 2^{ème} semestre), etc. De quoi couvrir le coût de la « retraite de Russie » (2,3 milliards €).

3 **Parce que les inégalités de revenus se creusent encore et encore !**

Par exemple, chez Renault, Luca De Meo a touché 4.7 millions d'euros pour l'exercice 2021 (13 000 euros par jour, samedi et dimanche inclus !). Le montant dévolu aux 10 plus hauts salaires de l'entreprise a augmenté de 40% entre 2019 et 2021 (passant de 11.8 à 16.4 millions d'euros).

4 **Parce que notre ras-le-bol est alimenté par les situations de travail toujours plus dégradées avec la véritable hémorragie de départs provoqués par la direction.**

La charge de travail retombe sur ceux qui restent et c'est « tout bénéf' » pour la direction, qui abuse de notre conscience professionnelle : moins de salariés à payer, des salaires bloqués et autant de travail qui sort = des profits en plus !

5 **Parce que le dernier accord signé par la direction et la CFDT, la CFE-CGC et FO (Re-nouveau France 2025) a conduit à baisser les salaires des nouveaux embauchés (APR et ETAM) et des intérimaires (par le non-paiement des 20 min de pause, pourtant amputées des 35h)**

Des mobilisations à l'usine du Mans ont déjà eu lieu avant l'été pour protester contre cette mesure plus qu'injuste.

6

Parce qu'il faut construire un mouvement d'ensemble qui dépasse les catégories professionnelles et le « site par site »

La mobilisation au Mans se poursuit ce mardi 13 septembre, d'autres usines et sites s'y joignent. C'est une occasion concrète de faire converger nos luttes puisque tous les sites sont attaqués, sur l'emploi, sur les salaires, sur la hausse de l'intensité (et de la désorganisation) du travail.

7

Parce que, sentant que le ras-le-bol monte, la direction est obligée de convoquer les syndicats au niveau central pour « faire le point » sur « le pouvoir d'achat »

« Comme par hasard », la direction a convoqué les syndicats pour un « groupe de réflexion paritaire » concernant le « pouvoir d'achat » le... 14 septembre (soit demain). Cette tentative de « contre-feu » nous montre le chemin à suivre : seule la mobilisation du plus grand nombre peut faire pression sur les directions d'entreprises.

Avant de « réfléchir paritairement » en salle de réunion avec ceux qui attaquent nos salaires, nos emplois et nos conditions de travail, il vaudrait mieux que nous réfléchissions tous ensemble entre salariés pour élaborer nos revendications et notre stratégie pour les faire aboutir !

Alors mettons-nous à la tâche dès ce matin : mobilisons-nous et convainquons nos collègues de nous rejoindre pour montrer notre ras-le-bol et échanger ensemble sur toutes les questions urgentes qui nous concernent.

« Abondance » et « insouciance », vraiment ? Répliquons à l'offensive idéologique du patronat et du gouvernement !

Le gouvernement et le Président Macron veulent faire croire que nous sommes « *tous dans le même bateau* », salarié et grand patron, chômeur et rentier, enseignant et milliardaire, jeune des classes populaires et héritier d'une grande fortune. Que nous avons tous largement profité de l'« *abondance* » et que le temps de l'« *insouciance* » est maintenant terminé. **Un véritable écran de fumée destiné à masquer les inégalités qui ont explosé ces dernières années.** Toutes les statistiques le montrent : au niveau des revenus comme de la pollution, c'est l'infime partie de la population la plus riche qui est au rupteur.

Cette **offensive idéologique** voudrait s'appuyer sur la prise de conscience écologique en **culpabilisant** ceux qui font déjà les frais du système économique actuel par la précarité, par les conditions de travail dégradées, par l'intensification du travail, ...

Son objectif est de **protéger**, « *quoi qu'il en coûte* », **les profits des grands actionnaires** malgré l'accélération inédite des crises écologiques, économiques, sanitaires et guerrières. Dans leur esprit, ceux qui devront les payer sont tout désignés !

Les directions d'entreprise leur emboîtent le pas : « *la situation économique est instable, inquiétante* », « *on ne peut pas augmenter les salaires parce que nous serons obligés d'augmenter les prix* ».

Mais, la réalité (des prix...) les rattrape elles aussi : elles doivent parfois revoir leur copie. **Quand les salariés se mobilisent et font grève**, comme cela a été le cas dans de nombreux secteurs avant l'été, elles ont même été obligées de céder de véritables augmentations générales des salaires.

Dans d'autres entreprises, elles envisagent des primes aléatoires et ponctuelles qui, même si elles donnent parfois une bouffée d'oxygène aux salariés, sont loin de régler les problèmes de fond. Chez Renault, pour l'instant, la direction n'a « octroyé » que des avances sur les primes d'établissement de certaines usines sans changer un iota sa politique de gel des salaires. **Battons-nous pour que ça change !**

La dure réalité des chiffres !

Tout va bien pour les grands actionnaires. 548 milliards d'euros de dividendes distribués dans le monde au 1^{er} semestre 2022 (70 milliards pour les entreprises françaises du CAC40).

Mais notre pouvoir d'achat, lui, se retrouve écrasé par l'explosion des prix. Jour après jour, le goulet d'étranglement se resserre. L'augmentation des dépenses nécessaires à une vie décente percuté le blocage de nos salaires. Du côté des travailleurs, ce qui augmente, c'est la proportion pour qui il devient problématique de payer le carburant pour venir travailler, une location ou un voyage pour profiter des congés, des fournitures scolaires pour la rentrée, des factures de gaz ou d'électricité pour se chauffer et s'éclairer, une taxe foncière parce qu'on est bien obligé !